



Handwritten signature and initials.

0.62 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 062 / AONR/MINTP/ CIPM-TERI/2025 DU 07 JUIL 2025
EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR LE CONTRÔLE DES TRAVAUX DE
TRAITEMENT DES POINTS CRITIQUES SUR LES TRONCONS DE ROUTES
MBOUSSA (LIM EST) - NGORO – MEIGANGA – NGAOUNDERE.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Restreint pour le contrôle des travaux de traitement des points critiques sur les tronçons de routes MBOUSSA (LIM EST) - NGORO – MEIGANGA – NGAOUNDERE.

2. Consistance des Prestations

Les prestations qui sont confiées au Cocontractant comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- Surveiller l'exécution des travaux ;
- Assurer le contrôle technique et géotechnique de la mise en œuvre des travaux ;
- Proposer à la signature du Chef de Service du Marché des ordres de service nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
- Veiller à l'assurance de la qualité et à l'application des mesures de protection de l'environnement ;
- Veiller à l'établissement des plans de récolement.

Lesdites prestations sont dévolues en cinq (05) missions :

- Mission 1 : Direction de l'exécution des travaux (DET)
- Mission 2 : Ordonnancement, le pilotage et la coordination des chantiers (OPC)
- Mission 3 : Assistance aux opérations de réception (AOR)
- Mission 4 : Contrôle géotechnique de l'exécution des travaux
- Mission 5 : Assistance géotechnique aux opérations de réception

Les prestations du cocontractant sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Références.

3. Allotissement

Le présent appel d'offres porte sur un (01) seul lot présenté comme suit :

N° Lot	Régions	Tronçons	Type d'intervention	Délai (mois)
01	AD	MBOUSSA (LIM EST) - NGORO – MEIGANGA – NGAOUNDERE (72 km)	Contrôle technique, géotechnique et surveillance des travaux	15

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de trois cent millions (300 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de quinze (15) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à l'égalité des conditions aux bureaux d'études ou groupements de bureaux d'études de droits camerounais des catégories A, B et C à l'issue de la catégorisation des bureaux d'études Techniques du sous-secteur d'activités « Route ».

NB : les BET de droit camerounais de catégorie A, B et C peuvent se mettre en groupement avec des BET nationaux de la même catégorie, des catégories inférieures ou non catégorisées à condition que le BET de Catégorie A, B et C soit mandataire et détienne au moins 50% des parts du groupement précisé dans l'accord de groupement.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget du Ministère des Travaux Publics (Lignes Fonds Routier), exercices 2025, 2026 et 2027.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement « en ligne (online) ».

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à ;

N° lot	Section	Montant de la caution de soumission en FCFA
Lot 1	MBOUSSA (LIM EST) - NGORO -MEIGANGA - NGAOUNDERE (227 KM)	3 000 000

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R13 abritant certains Services

Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, Tél. : 222 229 470 au Ministère des Travaux Publics.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm)

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de deux cent mille (200 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées.

12. Remise des offres

La soumission se fera exclusivement en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme GOLEPS, au plus tard, le ~~18 AOÛT 2025~~ à 11 heures.

Par ailleurs, deux copies de sauvegarde de l'offre, enregistrées sur clés USB ou CD/DVD non compressées, devront être transmises sous pli fermé. L'une contiendra les dossiers Administratif et Technique, et l'autre le dossier Financier. Ces supports devront être accompagnés :

- de l'accusé de réception de dépôt sur la plateforme dédiée,
- de l'original de la caution de soumission,
- ainsi que du récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).

L'ensemble devra être déposé au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, situé au 2^e étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains services centraux du Ministère, dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, et déposé contre récépissé au plus tard le ~~18 AOÛT 2025~~ à 11h00.

Ce pli devra porter clairement la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N° 62 /AONR/MINTP/ CIPM-TERII/2025/ DU **07 JUIL 2025**
EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR LE CONTRÔLE DES TRAVAUX DE TRAITEMENT DES
POINTS CRITIQUES SUR LES TRONCONS DE ROUTES MBOUSSA (LIM EST) - NGORO –
MEIGANGA – NGAOUNDERE.

Financement : Budget MINTP – LIGNES FONDS ROUTIER - EXERCICES 2025, 2026 et 2027.

« Copie de sauvegarde »

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

La soumission se fera exclusivement en ligne ; l'offre devra être transmise par le Soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le ~~18 AOUT 2025~~ à 11 heures.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis non-conformes au mode de soumission

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et offres techniques aura lieu le 18 AOUT 2025 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux d'Entretien et de Réfection des Infrastructures (CIPM-TERI) auprès du Ministère des Travaux Publics siégeant à la salle de réunion de la Direction de la Construction sise dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 75/100 seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de la vérification des pièces administratives et de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou

avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

a) Pour le dossier administratif :

- L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;

b) Pour l'Offre technique :

- Avoir obtenu une note technique inférieure à 75 points sur 100 ;
- L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

c) Pour l'Offre financière :

- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE)

d) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées

e) Non-respect des formats des fichiers des offres

f) Soumissionner avec la clé Coleps d'une autre entreprise.

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels suivants :

- a- Qualification et expérience des experts affectés à l'opération (sur 65 points) ;
- b- Moyens techniques, logistiques et matériels à mettre en place (sur 15 points).
- c- Références du bureau de contrôle/groupement de bureau de contrôle (sur 20 points) ;

N.B : Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante

par combinaison des critères techniques financiers.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent appel d'offres à un soumissionnaire qui, titulaire d'un contrat en cours au sein du MINTP, a des performances peu satisfaisantes (mise en demeure dont l'évaluation a été jugée non satisfaisante ou constat de défaillance notifié dans les six mois précédant l'attribution ou contrat en cours de résiliation).

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant cent vingt (120) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction de L'Entretien et de la Protection du Patrimoine Routiers, Tél. 222 22 91 36, ou à la Direction des Contrats, Tél. 222 22 94 70 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Assistance Technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux Numéros (+237) 222 238 155/ 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm

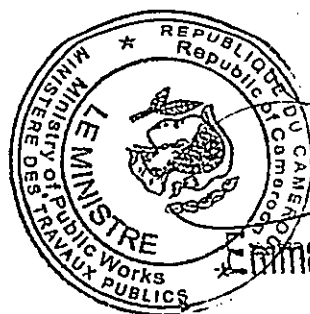
20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

YAOUNDE, LE 07 JUIL 2025

Copies :

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Maître d'Ouvrage
- Président CIPM-TERI
- Affichage chrono



Emmanuel NGANOU D.



LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. **002** / AONR/MINTP/ CIPM-TERI/2025 OF **07 JUL 2025**
**IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE CONTROL OF WORKS TO TREAT
CRITICAL POINTS ON THE MBOUSSA (EAST LIM) NGORO - MEIGANGA -
NGAOUNDERE ROAD SECTION.**

1. Subject of Call for Tenders

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues, on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, a Limited National Call for Tenders for the control of works to treat critical points on the MBOUSSA (EAST LIM) - NGORO - MEIGANGA - NGAOUNDERE road section.

2. Scope of Services

The services to be provided under this contract shall involve the following tasks, inter alia:

- Supervising the execution of works;
- Ensuring the technical and geotechnical control of works implementation;
- Proposing service orders, necessary for the proper execution of works, to the Contract Manager for signing;
- Ensuring quality assurance and the implementation of environmental protection measures;
- Ensuring the drafting of post-completion drawings.

These services shall be divided into five (5) missions:

- Mission 1: Works Execution Management (WEM)
- Mission 2: Scheduling, Management and Coordination of Work Sites (SMC);
- Mission 3: Assistance to Acceptance Operations (AAO)
- Mission 4: Geotechnical control of works execution
- Mission 5: Geotechnical assistance during acceptance operations

The contracting partner's services are clearly defined in the Terms of Reference.

3. Allotment

This Call for Tenders is made of one (1) lot as follows:

Lot No.	Regions	Road Sections	Type of Intervention	Time Frame (months)
1	AD	MBOUSSA (EAST LIM) - NGORO - MEIGANGA - NGAOUNDERE (72 km)	Technical and geotechnical control and supervision of works	15

4. Estimated Cost

The estimated cost after preliminary studies is three hundred million (300,000,000) CFA francs, including taxes.

5. Estimated Execution Time Frame

The maximum execution time frame set by the Minister of Public Works, Project Owner, for the provision of services under this Call for Tenders is fifteen (15) months. This time frame shall take effect from the date of notification of the order to commence service delivery.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all categories A, B and C consulting firms or consortia of consulting firms in the building and public works sector governed by Cameroonian law, following results of the grading of contractors in the "Road" sub-sector.

Note: Categories A, B and C Technical Consulting Firms (TCF) governed by Cameroonian law may either form a consortium with TCFs in the same category, in lower categories or with ungraded ones, provided that the Category A, B or C TCF is the legal representative and holds at least 50% of shares in the consortium, as specified in the consortium agreement.

7. Financing

The services under this Call for Tenders shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works (Road Fund Line), 2025, 2026 and 2027 Financial Years.

8. Bidding Method

The bidding method chosen for this consultation shall be exclusively "online".

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a hand-paid bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts. The list of such institutions is available in Document 14 of the Tender Documents, whose amount shall be as follows:

Lot No.	Section	Amount of Bid Bond in CFAF
Lot 1	MBOUSSA (EAST LIM) - NGORO - MEIGANGA - NGAOUNDERE (227 KM)	3,000,000

10. Consultation of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents may be consulted at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, Tel.: 222 229 470, Ministry of Public Works.

It can also be accessed online via the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> and on the website of the PCRA (www.arp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

Hard copies of the Tender Documents can be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury Time of a non-refundable fee of two hundred thousand (200,000) CFAF.

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain soft copies of Tender Documents by free download from the addresses indicated above.

12. Submission of Tenders

For online tendering, the bid must be forwarded by the bidder on GOLEPS platform no later than 18 AOUT 2025, at 11 a.m.

In addition, two back-up copies of the tender, saved in an uncompressed USB key or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope. One will contain the Administrative and Technical files, and the other the Financial file. These documents must be accompanied by:

- the acknowledgement of receipt of the submission on the dedicated platform,
- the original bid bond,
- as well as the deposit receipt from the Deposit and Consignment Fund (CDEC).

All bids must be submitted at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210 latest on 18 AOUT 2025 at 11 a.m.

It shall clearly bear the following:

062 LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 062 /AONR/MINTP/CIPM-TER/2025 OF 07 JUIN 2025
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE CONTROL OF WORKS TO TREAT CRITICAL POINTS
ON THE MBOUSSA (EAST LIM) NGORO - MEIGANGA - NGAOUNDERE ROAD SECTION.
Financing: MINTP Budget - ROAD FUND LINE - 2025, 2026 and 2027 FINANCIAL YEARS.
"backup copy"

File size and format

For on-line tendering, the maximum size of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 Mb for Administrative Offer;
- 15 Mb for the Technical Offer;
- 5 Mb for the Financial Offer;

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be transmitted."

13. Bid Admissibility

For online tendering, the bid must be forwarded by the bidder on COLEPS platform no later than at 18 AOUT 2025 11 a.m.

The Project Owner will reject:

- tenders submitted after the submission deadline;
- Bids not complying with the submission method

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected, especially the absence of a bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of finance, to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid without any appeal. A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented by the bidder during bid opening session shall be rejected.

For this Call for Tenders, it should be noted that, in addition to the number of copies of the financial offer required, tenderers are requested to submit one copy of this financial offer in a sealed envelope to be used as a sample offer, labelled as such, and intended for the body in charge of public contracts regulation, for preservation. Failure to submit this sample bid shall lead to rejection of the application concerned, upon bids opening by the Tenders Board.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened in two phases.

Administrative and technical bids shall be opened on 18 AOUT 2025 at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Repair works at the Ministry of Public Works, in the meeting room of the Department of Construction, located in the premises of the Regional Delegation of Public works for the Centre, in Yaounde.

Only financial bids of tenderers who have obtained the qualifying technical score of 75/100 shall be opened by the same Commission in the same meeting room on a subsequent date after publication of the results of the technical evaluation.

Only tenderers may attend the opening session or be represented therein by a duly mandated person of their choice, even in the case of consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the other relevant administrative documents, certified by the issuing service, or administrative authority, in

keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must date no more than three (3) months from the initial tender submission deadline or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during tender opening session, after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1-Eliminatory Criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be met in order to be eligible for evaluation based on the essential criteria. These must not be rated. Failure to comply with these criteria shall result in the rejection of the bidder's offer.

These include:

- a) For administrative documents:
 - Absence of the bid bond at the opening of tenders;
 - Failure to submit, after the 48-hour extension following the opening of tenders, a document deemed non-compliant or missing in the administrative file (except for the bid bond);
- b) For the technical offer:
 - A technical score of less than 75 points out of 100;
 - Absence of formal declaration that no contract has been abandoned over the past three years;
 - Absence of a dated and signed integrity charter;
 - Absence of a dated and signed Declaration of commitment to respect social and environmental clauses;
- c) For the financial offer:
 - Absence of a quantified unit price in the financial offer;
 - Absence of an element of the financial offer (bid, Unit Price Schedule, Bill of Quantities);
- d) False declarations, fraudulent practices or forged documents
- e) Non-compliance with the tender file format.
- f) Bid with another company's Coleps key

15.2-Essential Criteria

Technical offers shall be evaluated out of one hundred (100) points according to the following essential criteria:

- a- Qualifications and experience of experts assigned to the operation (out of 65 points);
- b- Technical, logistical and material resources to be put in place (out of 15 points);
- c- References of the control firm/consortium of control firm (out of 20 points).

Note: Any state employee listed among the staff, who failed to submit all supportive documents to justify their availability as notified by the Administration, shall not be accepted.

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder who meets the relevant financial and technical requirements.

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract under this Call for Tenders to a bidder, holder of an ongoing contract with MINTP, whose performance is not satisfactory (formal notice whose assessment was deemed unsatisfactory or the failure established and notified within six months prior to the award of the contract being terminated).

17. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty (120) days, with effect from the initial tender submission deadline.

18. Further Information

Further technical information may be obtained at the Department of Road Assets Maintenance and Protection, Tel.: 222 22 91 36, or at the Department of Contracts, Tel. 222 22 94 70, in the Ministry of Public Works or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm.

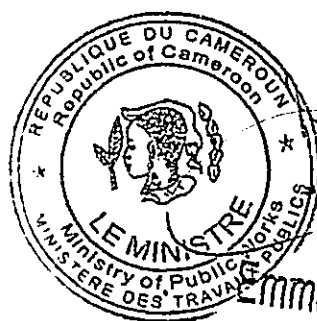
20. Fight Against Corruption and Malpractice

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517 or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

YAOUNDE 07 VIII 2025

Copies:

- - MINMAP;
- - PCRA (for publication and filing);
- - Project Owner;
- - Chairperson of CIPM-TERI
- - Notice board / Chrono



Emmanuel NGANOU D.